

**Discours d'investiture de M. Vélayoudom Marimoutou,**  
nouveau Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

16 juillet 2020

---

Excellence Monsieur le président du Conseil des ministres de la COI  
Excellences Messieurs les membres du Conseil des ministres de la COI  
Mesdames, Messieurs,

Mr le Secrétaire général de la COI,

Je voudrais tout d'abord remercier la France, qui m'a fait l'honneur de proposer ma candidature à ce poste de Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, et remercier l'Ambassadeur M. Marcel Escure qui m'a accompagné dans la compréhension d'un certain nombre de mécanismes et codes. Je n'imaginais pas il y a quelques mois que je serais ici à faire, dans un contexte certes particulier, ce discours d'installation de Secrétaire général de la COI. Je dois ceci, au Président de la République Française, son Excellence Monsieur Emmanuel Macron qui m'a fait confiance, à Monsieur J. Y Le Drian, ministre des Affaires étrangères et à Madame A. Girardin, la ministre des Outre-mer. Je serais digne de la confiance que vous me faites. Je remercie aussi le Conseil des ministres des Affaires étrangères de la COI de m'avoir fait confiance le 6 mars à Mahé aux Seychelles lors du 34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI.

Je remercie également et sincèrement le Secrétaire général, son excellence Hamada Madi, qui, depuis juillet 2016, a mené un important travail de modernisation et de restructuration de l'institution, qui s'est impliqué avec dévouement dans l'amélioration de la qualité des institutions. Je voudrais souligner le travail remarquable de la COI dans la récente crise sanitaire due à la Covid 19 et le magnifique engagement de son secrétaire général son excellence Hamada Madi pour apporter des solutions aux Etats membres lorsque la demande en a été faite. Je vous remercie, cher M. Hamada Madi, de me laisser une institution en cours de modernisation, une institution qui porte les ambitions de nos Etats et qui s'affirme comme un acteur incontournable de la scène régionale.

Les îles de l'océan Indien constituant de la COI sont aussi les îles sentinelles de l'Afrique de l'Est avec des territoires à l'interface des routes maritimes et terrestres de l'Afrique à l'Asie et ceci depuis plusieurs millénaires. Les femmes et les hommes de ces territoires ont créé les conditions sociales et économiques qui ont fait émerger un vaste système d'échanges transocéaniques qui perdurent aujourd'hui et qu'il nous faut redécouvrir, notamment dans ces relations longue distance. Nous partageons une même histoire. Nous avons de nouveaux chapitres à écrire ensemble, celle de l'Indianocéanie et, au-delà, celle de l'Indo-Pacifique, comme le montre le nouvel intérêt des pays asiatiques pour la zone. Pour écrire ces chapitres nouveaux, pour construire notre devenir commun, il nous faut passer plus de temps ensemble pour identifier dans nos différences ce qui nous rassemble.

Nous sommes collectivement des héritiers, celui d'une civilisation que de grands historiens français et africains appellent la culture des rivages (de l'arabe sawâhil, qui signifie « rivages »), ces rivages qui ont fait de l'océan Indien non pas un barrage ou un obstacle, mais un trait d'union entre les côtes d'Afrique, d'Inde et d'Asie. Nous devons nous représenter dans un espace commun, assumer un destin commun et assumer véritablement que nous avons une région pleinement à bâtir.

Cet espace recèle des réserves halieutiques et énergétiques vitales pour le reste du monde, et recèle des trésors de biodiversité. Il y a un agenda à construire, que nous devons bâtir de manière collaborative, coopérative dans une stratégie d'amitié, d'ouverture avec l'ensemble des pays de la région, dans une stratégie de coopération véritable pour le bien de tous.

La COI travaille avec acharnement pour une construction solidaire et de développement durable de ce grand espace. Mes prédécesseurs l'ont bâti avec des fondements solides, une architecture renouvelée et clairement définie, des ressources humaines de qualité, qu'accompagnent de ressources financières provenant des Etats membres et de partenaires fortement pro-actifs. Je les en remercie infiniment. Il nous faut encore faire progresser la COI, car comme le souligne Héraclite, « une rivière n'est jamais la même rivière ».

Un des premiers éléments de cet espace que nous avons en partage est bien sûr la question de la sécurité : cet espace doit être un espace de liberté et de souveraineté respectueuse les unes des autres, et nous devons en assurer collectivement la sécurité pour que chacun puisse « avoir la liberté de souveraineté » et qu'aucune hégémonie ne s'installe dans la région. C'est un agenda commun avec une vision océanique pour la construction de cette liberté. C'est un agenda de surveillance maritime, de protection de nos espaces maritimes, de protection de nos espaces marins. La France exercera la présidence de la COI l'année prochaine et nous approfondirons l'agenda d'intégration autour de la sécurité maritime.

Le second élément concerne la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la biodiversité. Ce n'est pas le plus petit sujet. L'agenda climatique est absolument décisif. Il y a un cadre de coopération internationale, il faut mobiliser à plein les financements et construire des stratégies communes avec l'ensemble des partenaires de la COI. Dans ce cadre, il faut accélérer la lutte pour la biodiversité. C'est un sujet de construction de filière économique. Protéger notre biodiversité, c'est éviter la prédation de certains projets qui ne sont plus compatibles avec un développement harmonieux. C'est au contraire donner toute sa place à nos populations. C'est aussi donner la possibilité de développer des filières de création d'emplois localement. Défendre la biodiversité, c'est aussi construire véritablement de manière partenariale une pêche durable. Le paradoxe est de voir des réseaux prédateurs venir dans nos eaux, faire de la pêche industrielle, parfois épuiser les réserves halieutiques. Et cela a un coût considérable pour nos économies, pour l'emploi, le commerce. La réponse à cela est de préserver la biodiversité, et faire respecter notre souveraineté. Il faut avoir les instruments juridiques pour interdire cette exploitation. L'agenda biodiversité est un agenda stratégique pour toute la région parce que la région est constituée de pays vulnérables. Un des atouts de la région c'est le capital biodiversité. Ce n'est pas un capital artificiel, ce n'est pas un capital construit, c'est un capital naturel. Il faut arriver à pleinement le valoriser pour qu'il y ait un retour sur les territoires et pour les populations.

Le troisième élément concerne l'économie. *La connectivité* et les infrastructures physiques et numériques. Être connecté, c'est avoir un accès. Avoir un accès à la possibilité de se déplacer, d'aller faire des études y compris dans la région, de commuter, d'avoir, d'exister dans cet espace qui est un espace culturel, linguistique, qui a sa réalité, mais qui est séparé parfois par des barrières de non-connexion maritime, aérienne ou numérique. Les besoins d'infrastructure dans la région sont colossaux. Dans une zone composée de pays insulaires ou riverains d'un océan, la question de la connectivité des réseaux et de ses réseaux de transport est centrale, économiquement et politiquement. L'enjeu est de construire avec nos partenaires des infrastructures de transport et de communication de qualité, qui garantissent la libre circulation des personnes, de l'information et des biens, qui soient des projets soutenables économiquement et respectueux de la souveraineté

des Etats sur le plan de la dette. La connectivité est le premier pilier de la stratégie qui doit être développé dans la région.

Dans le contexte actuel, il est urgent de réduire les obstacles aux échanges pour assurer une reprise économique plus rapide. Nous devons engager rapidement une démarche d'ouverture aux productions et marchés des pays voisins, de facilitation des démarches administratives pour rendre plus fluide les échanges régionaux.

Le développement intègre pleinement la dimension environnementale sur les énergies, la ville durable, l'agro écologie...L'enjeu énergétique est très grand. L'enjeu de connexion énergétique est aussi grand pour sécuriser mais aussi développer les réseaux et les interconnexions dans toute la région. On a la possibilité de faire la connexion énergétique, de réduire les failles, de réduire les ruptures, et d'avoir de vraies réponses.

Il faut un agenda ambitieux sur les énergies renouvelables qui est essentiel pour limiter les gaz à effets de serre. Il faut agir ensemble pour lever les obstacles réglementaires et financiers, concevoir des projets adaptés aux spécificités locales et aller plus vite. Il y a des champions dans la région. Il faut les développer, leur permettre d'accélérer. L'accès aux énergies durables, c'est un accès à l'emploi, à l'autonomisation économique, à l'épanouissement social. Améliorer l'efficacité énergétique, c'est opter pour la responsabilité, viser l'efficacité de nos process industriels et économiques. L'enjeu énergétique pose le défi de la durabilité.

Et justement, la ville durable, ou même l'île durable, est un défi pour toute la région. Gérer les déchets, gérer l'eau, gérer les flux complexes, la mobilité, la circulation et y mettre de l'intelligence. Il y a une stratégie régionale à construire, stratégie qui réconcilie l'agenda écologique et l'agenda économique.

Les enjeux agro-alimentaires tiennent une place essentielle dans la stratégie d'intégration. C'est, comme le porte la COI, « produire mieux et moins cher ».

Le renforcement des échanges humains, touristiques, universitaires scientifiques sans lesquels une stratégie économique ne vaut pas est essentiel. L'économie, ce sont des femmes et des hommes qui commercent, qui circulent, qui échangent des idées qui alimentent un agenda commun et partagent les choses. Nous devons aller plus loin dans les échanges universitaires et développer des offres universitaires partagées, aider à la circulation des talents, aider nos jeunes à acquérir les talents linguistiques. Nous devons participer à la création d'un archipel des savoirs, des compétences, mais aussi de la science. L'agenda de coopération scientifique est essentiel.

Nous devons sceller un pacte d'avenir avec des femmes et des hommes de la région de l'océan Indien qui sont porteurs d'une identité forte, qui rassemblent toutes les cultures par la diversité des peuplements et qui réconcilient les continents. Nous devons avoir cette ambition pour notre jeunesse, pour les générations à venir, de créer massivement des emplois, d'installer les conditions de la croissance dans la région, de leur donner un grand avenir... C'est un grand dessein pour une région aussi singulière que la nôtre.

Sur la base de ce qui a déjà été accompli, je mesure la tâche qui nous attend, et la responsabilité qu'est la mienne dans le développement de la zone, en lien avec les Etats souverains.

Je suis né à la Réunion où j'ai grandi et fait une partie de mes études. A l'université de La Réunion, j'ai lié amitié avec des jeunes de la zone, Mauriciens, Malgaches, Seychellois, Comoriens.... J'ai

voyagé dans ces îles au moment de l'insouciance, à un moment où, au sortir des indépendances, de grandes interrogations nous questionnaient. Chacun a trouvé des solutions adaptées à son territoire. Rapidement la nécessité d'une approche globale s'est imposée. La COI fait partie de la solution.

Mon engagement sera total aux côtés des Etats dans la mise en œuvre des dispositifs afin d'améliorer le bien-être collectif. Notre organisation est originale, la seule d'Afrique composée uniquement d'Etats insulaires, et elle peut apporter des solutions originales à des problèmes communs sur la scène internationale, pour notre Indianocéanie mais plus largement pour tous les arcs insulaires. Le Japon, l'Inde nous ont rejoint dans le club des observateurs, d'autres frappent à la porte, c'est un très bon signe. Nous avons encore à approfondir et à élargir nos partenariats, dans un cadre multilatéral avec d'autres grandes institutions internationales, politiques et financières.

Je n'ai pas parlé de la francophonie, je n'ai pas parlé de l'éducation et de la santé, car ce sont des domaines qui sont partout dans nos actions. Nous devons y porter une attention particulière.

Un dicton populaire dit que « lorsque nous n'avons pas la santé, nous n'avons pas grand-chose ». C'est un sujet majeur qui traite du bien-être de chacun, et la COI se doit de mettre tout en œuvre pour améliorer cette situation. Une meilleure santé a un impact multiplicateur dans tous les aspects de la vie quotidienne. La COI a été d'une grande réactivité lors de la crise sanitaire qui sévit encore. Elle a montré sa capacité à mobiliser de nouveaux financements pour venir appuyer les efforts de ses Etats membres dans la lutte contre la pandémie. Il s'agit d'une illustration concrète du principe de solidarité qui est au cœur de l'action de la COI et de la valeur ajoutée de l'organisation pour faire face aux défis à portée régionale. Une réflexion collective doit être menée pour installer dans la région un Institut ou une fédération d'Instituts de santé publique afin de mettre en place des politiques publiques de santé au profit de tous et cela au-delà même du périmètre de la COI.

« Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple », avait lancé Danton. A cette lumière, tout nous semble dit pour hier, mais tout nous semble également clair pour aujourd'hui. Car, plus que jamais, le monde qui est et le monde qui vient, mondialisé et numérique est un monde de l'intelligence, un monde de la connaissance, un monde de l'échange matériel et immatériel. Un monde où le savoir n'a jamais été aussi répandu, mais où il n'a jamais été aussi indispensable. Ceux qui demeurent exclus de ce puissant mouvement deviennent des exclus tout court. Plus la science est partagée, plus l'absence de science est discriminatoire pour ceux qui n'y ont pas accès. A l'arrivée, du progrès pour le plus grand nombre, mais un cocktail explosif de relégation et de frustration pour les laissés pour compte.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Nous avons de grandes espérances. Je suis certain de pouvoir compter sur vous, Messieurs les membres du Conseil des ministres, Madame et Messieurs les OPL, Mesdames Messieurs les partenaires et bien entendu, chers dorénavant collègues du Secrétariat général.

Pour l'Indianocéanie, de grandes opportunités se présentent. Vous pouvez compter sur nous.